

***LES AUTORITÉS
DE RÉGULATION
INDÉPENDANTES***

face aux exigences de la gouvernance

Pr. Rachid ZOUAÏMIA



دار بلقيس
دار البيضاء - الجزائر

TABLE DES MATIERES

TABLE DES ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1 - LES AUTORITES DE REGULATION INDEPENDANTES AU SERVICE DE LA GOUVERNANCE	7
Section 1 – De la nécessité d’une régulation indépendante	7
I – La consécration de la notion d’autorités de régulation indépendantes	7
A - Fondements de l’institution d’autorités de régulation indépendantes	8
1 – L’intrusion du paradigme de la gouvernance	8
2 - Les exigences de la gouvernance	16
B – Les autorités de régulation indépendantes : une réponse aux défis de la gouvernance	19
II – Les mécanismes de garantie de l’indépendance	26
A - L’indépendance à l’égard du pouvoir politique	28
1 - Au plan organique	28
2 – Au plan fonctionnel	29
B – L’indépendance à l’égard des entreprises du secteur	30
1 – Les incompatibilités fonctionnelles	30
2 – Les incompatibilités patrimoniales	31
Section 2 – Les modalités juridiques de la régulation indépendante	32
I – L’autorité administrative indépendante	33
A - Le contenu de la notion d’autorité administrative indépendante	34
1 - Les hésitations du législateur	34
2 - Les éléments constitutifs d’une nouvelle catégorie juridique	36
a - La notion d’autorité	36
b - Le caractère administratif de l’autorité	38
c - L’indépendance de l’institution	40
B – Les disparités au plan du régime juridique	44
1 - Le principe de la soumission au droit public	44

a - Les contrats	45
b - Le personnel	45
c - Le régime comptable	47
d - Le régime contentieux	48
2 - La soumission dérogatoire au droit privé, gage de souplesse	50
a - Le régime de droit privé du personnel	51
b - Le régime de la comptabilité commerciale	52
c - La compétence du juge ordinaire	53
II - L'autorité commerciale indépendante	56
A - La consistance de la notion d'autorité commerciale indépendante	57
1 - Critique des thèses simplificatrices	57
2 - Essai de qualification des agences	62
a - Le contenu juridique de la notion d'agence	63
b - La notion d'autorité commerciale ou le détour par le droit administratif classique	67
B - La soumission des agences à un régime dualiste	68
1 - Le principe de la soumission au droit privé	69
a - Le régime du personnel	69
b - Le régime des contrats	69
c - Le régime des biens	70
2 - La soumission dérogatoire au droit public	72
a - Le statut juridique des membres de l'organe collégial	72
b - La soumission de certains contrats au régime des marchés publics	74
c - Le régime exorbitant des biens d'affectation	75
d - Le régime des actes unilatéraux	76
CHAPITRE 2 - LES OUTILS REGULATOIRES DE LA GOUVERNANCE	82
Section 1 - Les pouvoirs de contrôle	83
I - Le contrôle de l'accès au marché	83
II - La surveillance du marché ou le contrôle <i>ex post</i>	87
Section 2 - Le pouvoir réglementaire	93
I - Un pouvoir réglementaire juridiquement fondé	94

	45
	45
	47
	48
ressse	50
	51
	52
	53
	56
pendante	57
	57
	62
	63
par le droit	67
	68
	69
	69
	69
	70
	72
	72
publics	74
	75
	76
RENANCE	82
	83
	83
	87
	93
	94

A - L'étendue du pouvoir réglementaire	94
1 - Le Conseil de la monnaie et du crédit	94
2 - La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse	96
3 - Les autorités de régulation des services publics en réseau	97
4 - L'autorité de régulation de la presse écrite	99
B - La constitutionnalité du pouvoir réglementaire	100
II - De la persistance de quelques incertitudes	106
A - Le Conseil de la concurrence : un pouvoir réglementaire inintelligible	106
B - La Commission de régulation de l'électricité et du gaz : un pouvoir réglementaire de fait	109
C - L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications : l'ingérence dans le domaine de la loi	111
D - Le cas particulier de la Commission bancaire	113
Section 3 - Les attributions contentieuses	115
I - Les compétences répressives	116
A - L'empiétement sur les compétences du juge répressif	116
1 - L'hérésie de la répression administrative	117
a - Les facteurs explicatifs	117
b - L'étendue de la répression administrative	119
2 - Le fondement du pouvoir répressif	121
B - Le déroulement de la procédure répressive	125
1 - La phase des enquêtes	126
a - Les enquêtes non coercitives	126
b - Les enquêtes coercitives	128
2 - Les différents types de sanctions répressives	129
a - Les sanctions restrictives ou privatives de droits	131
b - Les sanctions patrimoniales	132
II - Les compétences arbitrales	134
A - L'aménagement des compétences arbitrales	136
1 - L'aménagement du cadre institutionnel de règlement des différends	136

a - La chambre arbitrale près la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse	136
b - La chambre arbitrale près la Commission de régulation de l'électricité et du gaz	138
c - L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications	140
2 - Les compétences des organes en matière d'arbitrage	141
B - Le règlement des différends par voie de décision administrative	144
1 - Le caractère administratif attaché aux décisions de règlement des différends	144
2 - L'exercice de fonctions contentieuses : un procédé de régulation	149
III - Les garanties d'une procédure contentieuse équitable	153
A - Garanties d'impartialité et respect de l'égalité des parties	155
1 - Le principe d'impartialité	155
a - L'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif	155
b - L'indépendance à l'égard des opérateurs du marché	158
2 - Le principe de l'égalité des armes	165
a - Le principe du contradictoire	165
b - Le droit à l'assistance d'un défenseur	167
B - La soumission des actes individuels des organes au contrôle juridictionnel	169
1 - L'éclatement de la compétence juridictionnelle	169
2 - Le maquis des délais de recours	172
CHAPITRE 3 - LES FONCTIONS DECORATIVES DES AUTORITES DE REGULATION INDEPENDANTES	175
Section 1 - L'indépendance confisquée	175
I - La dépendance organique	176
A - La technique du rattachement : une tutelle insidieuse	176
B - La composition des organes au service de la dépendance	179
C - Le mode de désignation des membres des collèges	181
D - La question du mandat des membres des collèges	184
II - Les limites de l'indépendance fonctionnelle	188
A - Les règles ayant trait au fonctionnement des organes	188
1 - Les moyens juridiques : le règlement intérieur	189

isation et de	136
régulation de	138
ications	140
	141
ministrative	144
le règlement des	144
le régulation	149
	153
	155
	155
	155
	158
	165
	165
	167
au contrôle	169
	169
	172
AUTORITES DE	175
	175
	176
	176
	179
	181
	184
	188
	188
	189

2 - Les moyens financiers	191
3 - Les moyens en personnel	195
a - Les cadres supérieurs	196
b - Le personnel subalterne	198
B - Les rapports de dépendance à l'égard du pouvoir exécutif	200
1 - Le pouvoir de contrôle des décisions réglementaires	200
a - La procédure de seconde lecture	201
b - Le procédé de l'homologation	202
2 - Le pouvoir de substitution	205
3 - Le procédé du « passer outre »	205
Section 2 - Les atteintes aux droits fondamentaux	206
I - Le principe d'impartialité	207
A - L'impartialité subjective	208
B - L'impartialité objective	210
1 - Le droit d'action	210
2 - La participation du rapporteur au délibéré	213
II - Le principe de l'égalité des armes	216
1 - Le principe du contradictoire	216
2 - Les droits de la défense	221
III - Le contrôle juridictionnel des décisions des organes	225
1 - La question du recours juridictionnel en matière de règlement des différends	225
2 - La question épineuse du sursis à exécution	228
Section 3 - Le mythe de la gouvernance	233
I - L'Etat de droit virtuel	233
A - L'ineffectivité <i>ab initio</i> de la loi	233
B - Les entorses à l'ordonnancement juridique	238
1 - Les entorses à la Constitution	238
2 - Les entorses à la loi	242
3 - Les entorses au principe de la hiérarchie des normes	243

4 – Le gel des dispositions législatives	244
II – L'illusion de la transparence	246
A – La question du règlement intérieur	247
B - Les rapports annuels	253
CONCLUSION	259
BIBLIOGRAPHIE	261
TABLE DES MATIERES	277